



... Car quand c'est insupportable... on ne supporte plus !



## En ce temps-là, la vie était plus belle...

Officiellement, Bernard était «directeur de publication» de BASTA, et Michel était «président» de l'AAEL. Comme ça, parce qu'il fallait que quelqu'un s'y colle. En réalité, ils étaient, comme nous, tout à la fois responsables et acteurs de leur vie, de notre vie, de notre expression commune, de nos actions, de nos initiatives et de nos luttes communes... Nous vivions et nous agissions ensemble, et ils nous ont quittés.

Pas de leur plein gré, vraiment ! Ils auraient bien voulu bâtir encore, rire encore, gueuler et se bagarrer encore ! Bernard aurait tant voulu triompher de la maladie, et Michel aurait tellement aimé, après la mort de son copain, surmonter sa peine, et réaliser tous les rêves et

les projets encore en chantier... Mais voilà. En septembre 2010, Bernard n'a pas pu, malgré tous ses efforts, aller plus loin. Son corps ne l'a pas suivi. Et nous avons dû affronter son absence. En février 2011, Michel a été foudroyé, nous laissant pantelants. Une fois encore, si vite, il a fallu vivre l'inacceptable.

Retrouver nos forces. Rester ancrés dans nos convictions, nos espoirs, notre volonté d'autonomie. Persister dans l'esprit critique, l'expression libre. Manifester la valeur de l'indépendance face au pouvoir et au fric. Penser, dire, écrire et montrer que d'autres choix sont possibles, tout de suite.

**R**elancer Basta. Pourquoi pas ?

Drôle d'idée. Drôle de journal. Mais c'est le nôtre. On va se remettre à dire ce qu'on pense. Cela a déjà été dit ? Cent fois ? Ah bon, vous l'aviez dit ? Et alors ? Tout le monde a tout dit... mais sûrement pas si bien, pas si fort, pas si sincèrement ! Je plaisante, peut-être qu'on ne le dit ni mieux ni plus fort, mais il nous reste ce droit de dire, et de faire. Il nous reste ce plaisir. Car si tout le monde dit tout, sait tout, en tout cas, il n'y a pas grand-chose qui change !

**Basta !** de la bien-pensance et du politiquement correct, de la droite décomplexée et des faux-culs, basta de ce qu'il faut dire, de ce qu'il faut penser... basta de la domination du pognon, sonnante et trébuchante ou virtuel, celui que nous, on n'a pas — et qu'on ne veut même pas —, celui qu'ils brassent, celui qu'ils entassent, qu'ils transmettent, celui qu'ils volent, qu'ils le montrent sans honte ou qu'ils le cachent...

**Basta !** des rêves préfabriqués, de la soumission, de la pub, de la télé. Basta de l'impuissance, de la fuite en avant, et surtout de la morale des 3 singes : je ne vois rien, je n'entends rien, je ne dis rien.

**Basta !** des privilèges, des pouvoirs, de la puanteur et de la suffisance des minables «Grands» de ce monde.

Une histoire vraie : un «petit» maire, comme disent ces Messieurs de la «Haute» administration, ayant refusé un permis de construire en rase campagne à un de ces prétendus «grands» (qui se targuaient d'être protégé, soutenu «en très haut lieu») dont le stupide caprice allait à l'encontre de toutes les règles d'urbanisme de cette zone, se vit pressé, harcelé, menacé, puis finalement accusé par le préfet de la république de «faire de la discrimination anti-riches» ! Il est très fier de ce qualificatif, le maire pas si «petit» que ça, et il regrette seulement de ne pas en avoir le diplôme !

«Discrimination anti-riches», ça nous change un peu des discriminations ambiantes, des rejets systématiques, des centres de rétention et des retours «au pays» musclés, de l'indifférence et de l'égoïsme provoqués (mais non excusés) par les difficultés de la vie, les inégalités et les injustices.

Si on se secouait les puces, si on disait non, si on trouvait les grains de sable qui enrayent le ou les systèmes établis ?

Parce que les riches, les puissants, les exploités, qu'est-ce qu'ils espèrent, au juste ? Ils crèveront, tout comme nous. Ils le savent, ne le supportent pas, c'est pour ça qu'ils bousillent tout. Et ils transmettent à leurs enfants leur morgue et leur fric, leur absence de scrupule, mais ils ne peuvent transmettre ce qu'ils n'ont pas : l'immortalité.

Alors, malgré les paroles mielleuses et les discours artificiels, c'est le règne de la logique «après moi, le déluge» et même : hors de moi et de ma caste, le déluge tout de suite. Le bunker du privilège les protège, du moins le croient-ils.

Notre vie vaut la leur, car «nous n'avons pas les mêmes valeurs» ! et je ne parle pas des rillettes. Notre vie, elle est ce que nous en faisons, et je ne parodie pas monsieur de la Palice.

Le seul honneur que nous espérons, c'est de pouvoir toujours nous regarder en face. Christian (disparu en 2001), Bernard et Michel ont eu cette chance de pouvoir le faire, jusqu'au bout.

Nous pouvons tous, quelque soit notre âge, persister dans la résistance, essayer d'inverser parfois le cours des choses, à notre échelle, pour échapper à la honte d'accepter l'insupportable. Mais au désormais célèbre «Indignez-VOUS !», nous préférons dire «NOUS», car dans la guerre contre la connerie et la sclérotasse, personne n'est exempté ni labellisé...

Essayons d'aller jusqu'au bout de nos choix, toute la vie.



## sommaire

### Colère

pages 2, 3, 4.

- Vent d'Espagne
- Colère à l'hôpital
- L'expulsion de Mohammed
- Lettre ouverte
- De la déchéance, la vraie !

### farce :

page 5.

- N'en soyons pas les dindons...

### modernité ?

page 6.

- le livre ou l'écran ?

### liberté et initiatives

page 6, 7, 8.

- La ville et les citoyens. L'histoire du Hangar, à Toulouse
- l'AAEL, ses publications

### Journal de l'Association pour l'Art et l'Expression Libres. Toulouse.

BP 32334,  
31023 Toulouse cedex 1  
aael-toulouse@sfr.fr  
aael-toulouse.eklablog.com

La plupart des articles ne sont pas signés et sont assumés par tous. Certains textes le sont, en accord avec leur auteur, ainsi que lorsqu'il s'agit de témoignages extérieurs.

Ont participé à la rédaction et aux illustrations de ce numéro :

Françoise B., Françoise D., Gérard, Hibou, Infirmière, Jean-Pierre, Marie, Marie-Jo, Marion, Mathias, Morgane, Nicolas, Nicole, Pack et Patrick.

# Jusqu'où soufflera le vent d'Espagne ?

## Des nouvelles du campement de Barcelone, résistance pacifique

A 20 heures commence la «casserolade» générale : plus de 4000 personnes sur toute la place, soulevées par des vagues de chants et d'applaudissements, tapent en continu sur des casseroles pendant une heure et demie. Une étincelle dans les yeux, le sourire aux lèvres. Il y a des jeunes, des vieux, des jeunes-vieux et des vieux-jeunes, des bébés, des chiens. Les pigeons et les touristes ont étrangement disparus.

Tout autour, les banques et le grand centre commercial font grise mine. D'ailleurs, les énormes publicités qui font partie du paysage "normal" de la place, sont découpées à l'endroit des logos, sous l'approbation enthousiaste (parfois perplexe) de la foule.



### Ce qu'on veut ?

On le sait sans le savoir. Mais ce qu'on sait, c'est qu'aujourd'hui, un changement devient plus que nécessaire, à tous les niveaux.

Sur les pancartes

et banderoles confectionnées par tout un chacun et affichées un peu partout, aucune étiquette politique ni syndicale. On aborde un peu de tout : ras-le-bol du système en général, Big Brother, brain-storming de la télévision, solidarité aux révolutions islandaise et du Moyen-Orient, écologie, impérialismes américain et européen, chômage, banques et capitalisme, privatisation, immigration...

### «Passons de l'indignation à l'organisation et à l'action !»

C'est le premier mot d'ordre de l'Assemblée, qui commence à 22h. Sur la place, les gens se sont assis et un silence respectueux laisse place aux propositions énoncées dans les hauts-parleurs. A l'occasion des débats organisés pendant les jours précédents, la commission de rédaction a mis en place un manifeste qui est soumis point par point à l'avis de l'assemblée. Un langage gestuel permet d'exprimer son accord ou désaccord, ou encore de faire remarquer que le gus au micro s'éternise.

Au loin, j'aperçois même des traducteurs en langage des signes.

**Le manifeste**, qui sera de nouveau proposé au débat aujourd'hui, aborde, entre autres, (et ici en vrac), les points suivants : la refondation du système politique: sur la base d'une véritable démocratie au service du peuple et non de l'économie capitaliste, la transparence de toute décision politique, ainsi que celle de la presse, l'annulation de la dette nationale, l'abolition des privilèges (tiens tiens!) des banquiers et des grandes fortunes internationales, la mise en place d'un système social efficace, l'interdiction des paradis fiscaux, des transports publics plus efficaces et écologiquement durables, la refondation de la formation professorale et du système éducatif, l'abolition de la Monarchie, l'extension de la Plaça Catalunya à tous les quartiers de la ville grâce à l'organisation d'assemblées de quartiers, la remise en cause des récentes directives européennes, ainsi que des institutions elles-mêmes, un référendum pour chaque nouvelle loi importante, le respect des êtres vivants sans distinction, et abolition de la loi sur l'étrangeté, et j'en passe.

Alors qu'enthousiaste, la majorité donne son approbation aux points les plus importants, je note à plusieurs reprises quelques larmes de reconnaissance sur les joues de mon voisin.

**Des solutions concrètes** sont plus ou moins énoncées, en fonction du thème abordé ; on sait que tout changement de paradigme prend du temps.

Cependant, aujourd'hui, tous s'accordent pour dire que nous vivons un moment historique : la chose politique semble devoir revenir aux mains de tous, la croyance dans les partis politiques et les médias étant publiquement devenue désuète.

Nous devons «discuter, parler, et affronter les problèmes de face, ensemble, chercher le consensus et oublier la compétition. Ce qui n'a pas été enseigné à l'école, au collège ou à l'université...»

L'Assemblée se termine à deux heures du matin avec un appel à tous les peuples à reprendre leur dignité en main, suivi par une minute de silence général en soutien aux révoltés de Syrie.

Puis, le campement s'organise. Plusieurs percussions transforment des coins de la place en fêtes discrètes, des cartons et sacs de couchages s'étendent un peu partout. Des centaines de personnes

**Madrid, Barcelone, Athènes, Paris, Toulouse ..... L'Europe se réveille.**

On a beaucoup admiré les mouvements sociaux dans les pays arabes, fiers de penser que ces jeunes aspiraient à une démocratie comme la nôtre ; mais quelle démocratie ? ou ploutocratie ? En Europe aussi les inégalités sont criantes, les injustices sociales sont insupportables et ça ne peut plus durer.

Un petit air de 68 sur les places le soir, des paroles, des échanges, des remises en question du système établi, quelques charges de police pour dégager les places la veille des grands matchs, et tout peut s'enflammer... Et le spectacle des politicards vicieux et corrompus ne peut qu'accroître cette revendication de changer le monde...

Si, en France, tous ceux qui ont manifesté en 2010, et se sont vus totalement méprisés par un pouvoir sourd et déterminé à continuer sa politique, joignent leur colère au mouvement actuel... qui sait ? Dans tous les cas, il faut écouter et soutenir tous ces mouvements qui luttent contre l'injustice sociale, le chômage et la précarité.

foncent à la commission "bouffe" autogérée - prix libre, ou gratuit, selon qui veut et qui peut. Et les micros continuent: 45 min de plus sont proposées à qui veut prendre la parole, comme ça, en vrac. L'ambiance est un peu plus jeune, mais pas moins engagée. On accuse la télévision, les banquiers, les multinationales et les politiques anti-immigration, on remercie ceux qui sont là, le public applaudit ou hue, on propose des petits détails pour l'organisation des prochains jours. A trois heures 45, un communiqué express nous apprend que la police a joint le mouvement dans les îles Canaries. Euphories, chants et embrassades.

Des gens passent avec des sacs poubelles pour essayer de rendre le lieu plus propre. Certains boivent, mais la minorité, et ils sont plutôt mal vus. La police, qui devait venir nous déloger à minuit, n'a pas fait signe. On espère les voir rejoindre le mouvement prochainement.

Aujourd'hui, la **Coopérative Intégrale Catalane**, initiative inédite pour une véritable porte de sortie au capitalisme, présentera publiquement quelques points essentiels lors de l'assemblée. Enric Duran, fondateur la Coopérative aussi appelé le «Robin des Banques», viendra en présenter les points essentiels en France lors d'une tournée de conférences en juin.

Compte tenu des événements, les thèmes abordés s'élargiront bien entendu à l'actualité du pays et aux mouvements populaires dans toute l'Europe.

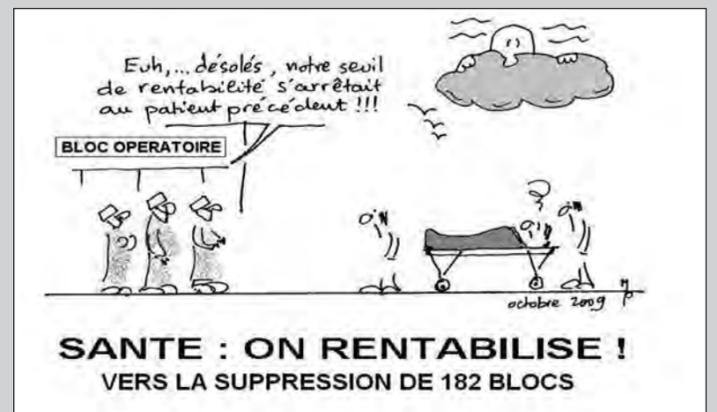
Reçu le 23 mai 2011, par l'intermédiaire de «Toulouse Décroissance»

## témoignage

# Coup de colère d'une

*Je suis assez catastrophée en ce moment, car dans aucun média, aucune presse, même dans les discours de nos chers politiques, personne ne parle de ce qui se passe du côté de l'hôpital public... Et pourtant, moi qui le vis de l'intérieur, je vous garantis qu'il y a de quoi sauter au plafond ...*

*Tout ce qui va suivre est un peu compliqué, peut-être, mais nécessaire pour vous expliquer ce qui se passe sur le terrain. Je suis infirmière dans un service de Médecine adulte (Médecine interne et thérapeutique, pavillon 5, hôpital Bellevue à St-Etienne) avec une capacité d'accueil de 21 patients, dont 95% est muté directement des urgences. Autrement dit, la plupart ne sont pas encore très stabilisés sur le plan médical et ont donc besoin d'une surveillance étroite et efficace de la part des infirmiers et aide-soignants. Les femmes de ménage (ASH) ont, elles aussi, un rôle important, car au détour d'un couloir ou pendant qu'elles nettoient une chambre, elles peuvent être les premiers signaux d'alarme d'un patient en détresse. Sans parler de leur travail primordial pour assurer l'hygiène des services, rôle majeur dans la lutte contre les infections nosocomiales. Nos équipes s'organisent ainsi : (les équipes de jour et de nuit sont indépendantes, je ne travaille que le jour matin-soir) 2 infirmières + 2 aide-soignantes + 1 ASH le matin ; 2 infirmières + 2 aide-soignantes + 1 ASH le soir ; 1 infirmière + 1 aide-soignante la nuit. Ceci est ce qu'on appelle le service minimum, autrement dit, c'est le minimum réglementaire pour assurer la sécurité des patients. Or il faut savoir que nous n'avons jamais de personnel en plus et que la tendance actuelle est de nous faire tourner en sous-effectif de manière presque systématique les soirs et les week-end, soit un seul infirmier pour 21 patients. Depuis 2 mois, une de*



mes collègues infirmières a démissionné et n'est pas remplacée, une autre est en arrêt de travail qui risque d'être prolongé et n'est pas non plus remplacée.

Nous ne sommes donc plus que 6 infirmiers au lieu de 8 à assurer un roulement sur 4 semaines, jours de semaine, week-end et fériés compris. Alors nous effectuons 1 puis 2 puis 3 week-end supplémentaires (nous en travaillons déjà 2 sur 4 habituellement) et ainsi de suite pour que le service tourne, avec des jours de repos qui sautent et des alternances de rythme incessantes. Si bien qu'il devient impossible de prévoir quoi que ce soit en dehors de la vie au CHU, sous peine de devoir annuler au dernier moment pour cause : boulot!

Samedi dernier, une autre collègue s'est arrêtée et, étant la seule infirmière du soir, il n'y avait donc personne pour prendre la relève du matin. C'est un infirmier des urgences qui a été détaché de son service pour venir dans le nôtre, qui a assuré les soins de nos 21 patients, alors qu'il ne les connaissait pas, et qui a dû faire face en plus à une situation d'urgence vitale de l'un d'eux... Une des ASH est arrêtée depuis 1 an en étant remplacée de

manière très ponctuelle, obligeant les 3 ASH restantes du service à se partager un roulement sur 4 semaines, jours de semaine, week-end et fériés compris. Leur tâche est de nettoyer à elles seules, tous les jours, la totalité des 16 chambres du service de fond en comble (vitres, mobilier, murs, WC), les bureaux médicaux, les pièces de vie (office, douche, WC, couloirs), la salle de soins... Il faut savoir que le CHU de St-Etienne est en pleine réorganisation, puisqu'un gros complexe est en fin de construction à l'hôpital Nord, promettant, paraît-il, des technologies de pointe, des locaux modernes et surtout des soins efficaces et de qualité...

Alors expliquez-moi comment être à la hauteur de ces exigences quand le personnel est déjà largement en sous-effectif? L'hôpital refuse d'embaucher, car déficit budgétaire, mais préfère faire appel à l'intérim, qui coûte plus cher que des contractuels... Hier, j'étais normalement en 'repos' et j'ai passé une bonne partie de ma journée à démarcher la Médecine du Travail, les syndicats, et à parler avec notre chef de service, pour essayer de trouver des solutions pour que notre direction nous entende... Nous sommes par chance soutenus par notre chef de



«C'est très beau de rêver, le plus important est de se réveiller» par Mahéren

#### Pour en savoir plus :

##### Collectif Democracia real ya!

##### Madrid, Puerta del Sol :

<http://www.courrierinternational.com/article/2011/05/20/une-societe-blessee-une-democratie-en-peine>

##### Barcelone, plaça Catalana

<http://acampadabcn.org/>,  
et  
<http://www.flickr.com/photos/63145053@N04/>

## infirmière

service, qui connaît la valeur de notre travail et sait que nous ne protestons pas pour rien. Il nous connaît suffisamment pour remuer lui-même ciel et terre pour qu'on s'occupe du sort des soignants à l'hôpital. Il nous soutient parce que lui-même est très inquiet de la situation et voit notre gouvernement asphyxier le service public hospitalier. Il a choisi de travailler au CHU par foi en ce service public et dans le respect du serment d'Hippocrate. Je dors très mal et pour être honnête, je pense au boulot constamment.

J'ai peur que le stress me fasse oublier un soin, que la pression m'empêche de prendre le temps avec un patient déprimé, que la fatigue me fasse faire un mauvais calcul de dose, administrer un produit au mauvais patient...

J'ai peur que ce métier que j'aime me transforme en assassin, involontairement, par ce qu'on aura laissé la situation se dégrader. Parce que nous sommes tous responsables : je suis l'infirmière d'aujourd'hui mais nous sommes tous les patients de demain. VOUS pouvez être au bout de ma seringue, ou votre mari, votre enfant, votre proche. Je vis l'insécurité dans mon travail, alors que je le maîtrise pourtant. Mais je suis humaine avant tout. Vous serez ceux qui pâtirez du manque de soignants dans les services : je n'aurai pas pu prendre le temps de vous donner des nouvelles du patient que vous aimez, je n'aurai pas pu gérer 2 situations d'urgence à la fois...

Faut-il attendre qu'il y ait des morts pour réagir et prendre conscience de ce qui se passe dans les hôpitaux ? Aujourd'hui, j'ai besoin de vous. Merci de bien vouloir transférer ce mail de manière la plus large possible, pour informer le plus de monde possible. Si vous connaissez des personnes du monde hospitalier, journalistique, politique ou autre, n'hésitez pas à les solliciter.

Il faut se mobiliser en masse pour être plus efficace, moi toute seule, je n'intéresse personne.

Merci pour votre attention !

## chronique de l'inhumanité ordinaire :

# Retour à la case départ pour Mohamed

Tous les jours, à l'heure de la pause, après le service de midi, Mohamed était là. Sa toque de cuisinier sur la tête.

Mohamed est né en 1992, c'est un jeune ressortissant algérien. Là-bas, à la suite de grosses difficultés familiales, il s'est retrouvé à la rue, alors qu'il était encore mineur. En 2009, dans l'espoir de retrouver un de ses frères et pour sortir de la misère, Mohamed prend un bateau, traverse la Méditerranée. Direction : la France, pays des droits de l'homme.

Il a alors plus de 16 ans.

Il arrive à Marseille. Puis part sur Toulouse où il pense trouver son frère.

Malheureusement, il ne parviendra jamais à le contacter. Interpellé dans les rues de Toulouse, il est pris en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance en tant que mineur isolé. Il est ensuite placé à la Maison d'Enfants (MECS) «Le Chêne Vert» en octobre 2009.

Au Chêne Vert, Mohamed s'épanouit et s'intègre rapidement. C'est un jeune homme souriant et agréable. Il apprend la langue française et poursuit une formation de cuisinier. Le diplôme est prévu pour juillet 2011. Il participe activement aux diverses activités proposées par la maison d'enfant.

Les plus jeunes l'aiment beaucoup. Il les connaît tous. Il leur apporte une attention particulière à chacun.

**Aujourd'hui, Mohammed est reparti dans son pays.**

Le jeudi 14 avril vers 13h15, il a pris l'avion. Un aller simple. Après 12 jours au centre de rétention de Cornebarrieu, Mohamed a été expulsé.

Tout commence le 3 novembre 2010 quant il fait l'objet d'une obligation de quitter le territoire français. Mohamed vient d'avoir 18 ans.

Son avocat et les éducateurs qui s'occupent de lui vont alors tout tenter. Ils fourniront au tribunal administratif tous les documents nécessaires à sa régularisation. Mais, pas de chance pour lui, il est arrivé en France après ses 16 ans et ne rentre donc pas dans les critères administratifs de régularisation de la préfecture. Pourtant le Préfet détient un pouvoir discrétionnaire, mais les arguments concernant la situation



de Mohamed sur le fond n'ont pas été retenus.

Fin mars 2011 le recours auprès du tribunal fait par son avocat reçoit un avis défavorable.

**La machine est lancée.**

Le 2 avril alors qu'il rentrait, Mohamed est arrêté par les forces de l'ordre devant la villa de la Maison d'Enfants. Il apparaît clairement que les policiers l'attendaient. La police dit l'avoir interpellé par hasard à 1h du matin, devant le foyer qui se trouve dans un quartier très calme de Toulouse.

Mohamed n'a pas pu y échapper. Le guet-apens a très bien fonctionné. Il sera d'abord placé en garde à vue au commissariat puis envoyé au centre de rétention de Cornebarrieu. Le juge des libertés n'a rien voulu entendre, la cour d'appel non plus. La décision tombe, Mohamed sera renvoyé en Algérie, sous la coupe d'un père violent et dans un pays déstabilisé qui, aujourd'hui, ne lui offre aucune perspective d'avenir.

**Le départ est prévu pour vendredi 15 avril.**

C'est alors que tout le personnel de la MECS le Chêne Vert accompagné par d'autres établissements, soutenu par le Conseil Général, ira tous les soirs devant la préfecture demander la libération de Mohamed.

La préfecture, quant à elle, fera la sourde oreille. A plusieurs reprises, elle annulera les rencontres sans aucune explication. Le Conseil Général, sera,

lui, complètement ignoré et exclu des rencontres alors qu'il finançait sa formation et son hébergement.

L'avocate et le directeur du Chêne Vert seront enfin reçus le mardi 12 avril par Madame Françoise Souliman, secrétaire générale de la préfecture de Haute-Garonne. Bras armé de Claude Guéant, elle se fera un plaisir d'expliquer que Mohamed est sans attache ici et que les décisions de justice doivent être appliquées. Elle a la réputation d'être inflexible et insensible à la détresse humaine. Elle fait même enfermer et expulser les femmes enceintes et les bébés, sans aucun scrupule. La politique du chiffre.

**La mobilisation continue.**

Jeudi 14 avril, 12h30, alors que nous sommes tous au Chêne Vert, on apprend la nouvelle. Mohamed prendra l'avion de 13h15 direction Alger. On est abasourdis.

Impossible de nous rendre à l'aéroport. La route est trop longue. Nous suivons le décollage de l'avion par internet en espérant voir le vol s'annuler. 13h20 l'avion a décollé...

Tout s'effondre. On tente d'avoir des explications. Pourquoi aujourd'hui alors que c'était prévu pour le lendemain ? Pourquoi ni le Chêne Vert ni l'avocate n'ont été prévenus comme le veut la loi ? La rage monte. On a envie d'aller se battre, de tout casser. Même les plus pacifistes d'entre nous s'étonnent de la haine qu'ils éprouvent. Les éducateurs ayant de la famille à Alger les appelle afin d'essayer que Mohamed soit accueilli là-bas

dans les «meilleures conditions» possibles.

On pense alors aux autres jeunes qui vont suivre. A tous ces mineurs isolés qui fuient leur pays afin d'avoir une vie meilleure. Quel avenir leur est réservé en France maintenant ? On leur fait miroiter un avenir. On leur demande de s'intégrer dans le pays, ce qu'ils font parfaitement, on leur finance des formations puis on les renvoie chez eux. L'absurde, dans tout cela, c'est que sa prise en charge au sein de la Maison d'Enfants a été financée par les fonds publics.

Mohamed a le bras cassé à son arrivée à Alger. Refusant d'embarquer, les forces de l'ordre ne lui ont pas laissé le choix. Ils l'ont brutalisé. Ses éducateurs sont encore en contact avec lui. Ils ne le lâcheront pas. Etant encore mineur là-bas, Mohamed ne peut rien faire. Il s'ennuie.

Mohamed est un garçon très attachant. Ses éducateurs et ses amis n'ont pas pu lui dire au revoir. On s'attache forcément aux jeunes avec lesquels nous travaillons. Au-delà du projet éducatif, il y a une relation de qualité qui s'établit entre un adulte et un jeune. Aujourd'hui on se souvient de ses sourires, de ses bonjours, de sa souplesse et de sa grâce quant il fait du Hip Hop. Quand reviendra-t-il ?

Claude Guéant l'a dit, il envisage d'expulser 28000 immigrants. Ça ne fait que commencer. Il faut s'organiser pour l'empêcher. ■

## Monsieur le Président de la République,

**Toute personne sensée dans ce pays connaît vos intentions et vos méthodes électoralistes pour arriver à vos fins ; votre basse-cour de prétendants, qui comptent sur vous pour vivre au frais de la République, vos haies d'honneur de militants UMP, vous donnent l'impression d'avoir raison envers et contre tout. Vous maniez promesses et fausses informations pour appâter des gros cons de racistes dans vos filets. Et les agissements de votre ministère de l'Immigration et des Expulsions sont là pour montrer que vous passez aussi aux actes. Votre nouveau porte-flingue C.Guéant n'hésite même plus à plaider pour une diminution des flux «d'immigration légale» ; cela bloque même cette petite ouverture qu'était «l'immigration choisie», qui visait au contraire à favoriser l'arrivée de travailleurs étrangers dans des secteurs en pénurie de main d'œuvre.**

Avec un flux de 100.000 personnes par an, la France est l'un des pays européens qui accueillent le moins d'étrangers. Trois immigrés pour 1000 personnes ! Et Guéant n'hésite pas à dire que «les Français ne se sentent pas chez eux ?». Quand les médias relaient ce genre d'ineptie ils devraient tous relever l'intox de votre ministre en précisant qu'à trop parler d'immigration, on ne parle plus d'intégration. Aujourd'hui un immigré sur cinq vit en zone urbaine sensible, où le taux de pauvreté est près de trois fois plus élevé que sur l'ensemble du territoire. Ces zones vous sont nécessaires pour illustrer vos propos populistes et vous donner du grain à moudre quand il s'agit d'aller à la pêche aux voix d'extrême droite et des xénophobes de tout poil.

**Si les leaders politiques, à gauche comme à droite, voulaient faire un peu de pédagogie réaliste à la veille de l'élection présidentielle, il faudrait partir sur des bases saines pour imaginer l'avenir telles que :**

- **il entre moins d'immigrés aujourd'hui en France qu'au début du XX<sup>e</sup> siècle ;**
- **la contribution globale des immigrés au budget de l'Etat est positive ;**
- **le travailleur étranger ne vole pas l'emploi des Français ;**
- **tout jeune immigré trouvant un emploi ou faisant des études en France est un atout pour le pays.**

Une des hontes de votre présidence à la tête de ce pays est justement la reconduite à la frontière de jeunes scolarisés sans papier, c'est une abjection de voir ainsi légaliser la chasse à ces enfants, rendant caduque leurs efforts méritoires pour être scolarisés et décrocher un travail. Et nous sommes fiers de tous ceux et celles qui contrecarrent vos desseins. Nous soutenons les camarades de classes et les enseignants de ces jeunes en danger.

La première règle que l'on apprend aujourd'hui à un enseignant est «d'agir en tant que fonctionnaire de l'Etat». Encore faut-il que vous acceptiez qu'ils aient une conscience et une morale... et qu'ils mettent en application ce qui est juste. Or, ce qui est juste, est-ce la loi ? Nous craignons, hélas, que même les parlementaires qui votent les lois ne soient en mesure de répondre à cette question. Un fonctionnaire doit-il suivre aveuglément les directives d'un Etat qui pourrait commettre des lois scélérates ? Nous savons tous qu'il y eût des périodes où la résistance aux lois fut nécessaire. N'êtes-vous pas le premier à rendre hommage à ces étudiants et lycéens qui se rebellèrent en 1940 contre l'ordre établi par l'occupant nazi, dans un pays, notre pays, où on se mit à instaurer des méthodes iniques contre des hommes, des femmes et des enfants...

Quand des élèves, des étudiants prénommés Yasmine, Meleka, Georgi, Aïda, Nicolai... donnant entière satisfaction, dont le seul défaut est d'être devenus majeurs, ou d'être nés de parents étrangers, ou de ne pas être arrivés en France au bon moment, et d'être ainsi poursuivis pas la police des frontières pour appliquer une ordonnance de reconduite en Algérie, en Roumanie, au Sénégal, ou ailleurs ... nous avons la nausée, Monsieur le Président.

Car ce n'est pas ce que nous souhaitons pour des enfants qui courent le risque de tomber dans un monde inconnu, voire hostile, alors que rien de fondé réellement ne vous pousse à les pourchasser. Avec la peur au ventre, un comble quand on étudie, ils ont obtenu un brevet des collèges, un CAP, un BEP, un bac. Ils poursuivent actuellement leurs études ou sont en apprentissage... Par leur travail et les connaissances acquises en France ils sont «susceptibles de

participer au développement de leur pays d'origine». Ils sont aussi capables, avec notre aide et notre confiance, de participer à une intégration réussie... Très souvent, ils sont aussi notre conscience, descendants de ces tziganes raflés par la gendarmerie française pour être envoyés en camp de concentration dans les années 40, ou descendants de ces soldats musulmans morts pour la France pendant la première et la seconde guerres mondiales, ou descendants de ces femmes et de ces hommes qui apprirent le français lors des colonisations.

Le problème aujourd'hui est que beaucoup de ces jeunes, traqués dans notre pays, ne peuvent plus vivre chez eux et doivent se cacher. Mais, courageux, ils se rendent toujours aux collèges, lycées, facultés, havres de paix où ils trouvent encore la force et la concentration pour travailler. Jusqu'à quand ? Le matin, descendant du bus ou d'un train de banlieue, sortant du métro, s'ils voient des uniformes devant le portail de leur établissement scolaire, ils s'enfuient. Ils n'arrivent plus à dormir, le stress prenant de plus en plus le dessus... Par la traque dont ils font l'objet, ils doutent, et nous aussi, du rôle que peut jouer la France, pays de la liberté, de l'égalité et de la fraternité pour éduquer des jeunes d'où qu'ils viennent.

Que voulez-vous donc pour ces filles et ces garçons, Monsieur le président ? Nous convenons que les hautes fonctions que sont les vôtres ne peuvent pas vous permettre de régler toutes les besognes de basse police ; mais nous nous interrogeons malgré tout sur la vision que vous auriez d'un tel problème si vous n'aviez pas simplement un point de vue électoraliste. En d'autres temps, vous avez d'ailleurs donné en exemple, aux élèves, Guy Moquet qui disait «que ma mort serve à quelque chose». Or, ce que souhaitait Guy Moquet en particulier, pour son frère, c'est «qu'il étudie bien pour être plus tard un homme». Ces enfants, Yasmine, Meleka, Georgi, Aïda, Nicolai... que vous pourchassez aujourd'hui, ont eu le courage soit de quitter leur pays pour suivre des études qui n'y existaient pas, soit de prendre la route et de passer les frontières pour éviter la misère, la souffrance, et croire qu'ils s'en sortiraient en France par l'éducation. Ces enfants, que vous ne voulez pas, n'ont fait que suivre leurs parents, des amis ou sont même nés en France. La plupart, arrivés très jeunes, déracinés, sans parler français, tenaces, ont su étudier avec tout le courage qu'aurait souhaité Guy Moquet à son frère. Guy Moquet est mort en pleine jeunesse sous les balles des nazis. Ces jeunes voient mourir leur jeunesse et leurs rêves sous la mitraille d'une circulaire condamnant toute éducation sans frontières. Cela ne vous semble-t-il pas injuste ? Croyez-vous que nous avons là un exemple pour les élèves et les étudiants à qui on essaye, jour après jour, d'inculquer le savoir et la solidarité ?

**Chaque enfant scolarisé sans papier que vous enlevez d'un banc de nos écoles, lycées ou facultés, pour le parquer derrière les fils de fer barbelés d'un centre de rétention nous tire vers des temps obscurs qui nous indignent et que nous ne pouvons pas accepter. Aussi tous ceux qui ne partagent pas votre politique nauséabonde envers les immigrés doivent résister et montrer autant de courage que Yasmine, Meleka, Georgi, Aïda, Nicolai... pour les aider à accomplir leur projet personnel qui est un hymne à la vie et à la paix dans ce monde trouble qui nous entoure.**

En choisissant de les aider, nous voulons dire tout haut, en citant Stéphane Hessel expressis verbis, que nous considérons la légitimité des valeurs plus importante que la légalité d'un Etat quand celui-ci fait la part belle à des gens ignorants, qui vivent sur un repli identitaire et la peur de l'autre, et qui voient des hordes menaçantes d'étrangers dans ces jeunes sans papiers que nous côtoyons chaque jour.

Il paraît que le coût d'une reconduction à la frontière s'élève à plus de 20000 euros. Si nous pouvons nous permettre, Monsieur le Président, sans avoir la prescience d'un conseiller de la Cour des Comptes, il nous semblerait plus approprié de verser de telles sommes pour financer nos laboratoires, nos écoles, et laisser Yasmine, Meleka, Georgi, Aïda, Nicolai... à leurs études. **Car ce sont eux jeunes filles et jeunes garçons, intelligents et courageux, qui seront, par leur formation, leur liberté de vivre en France, un jour le ciment indispensable pour une coopération constructive entre la France et leurs pays d'origine.** Ces jeunes seront par l'éducation que nous voulons leur prodiguer porteurs d'un humanisme qui fera honneur à notre pays et sera en accord avec l'idée que nous nous faisons d'un Etat au service des citoyens, de tous les citoyens. ■



## déchéance

Octobre 2010. C'était une grosse manif contre la réforme des retraites. Mais dans les têtes, il y avait tout. Le ras-le-bol de l'écrasement du peuple, de sa survie, de sa liberté, de son existence même.

L'indignation était là, la résistance aussi. Contre les lois et les discours liberticides, racistes, la chasse aux Roms de l'été, la déchéance de nationalité envisagée, et par dessus tout, l'impudence des gouvernants, qui s'en foutent de «la rue», comme ils disent ! Il y avait tant de monde dans ces rues, et, à côté, tant d'actions déterminées, occupations, «séquestrations» de patrons et autres initiatives nouvelles, qu'on pouvait y croire. «Ils» allaient peut-être céder... Et non, ça n'a pas marché !

Et le peuple, exangue, est retourné au boulot. Ou au non-boulot.

Ces cochons de nantis, une fois encore, en plus de leurs ripailles, avaient même raclé les miettes qu'habituellement on laisse aux pauvres. Il n'y a pas de petit profit. Saloperie de démocratie mensongère qui permet, que dis-je, qui facilite cela !

La retraite, une revendication parcel-laire ? La génération actuelle des retraités seraient des privilégiés et des égoïstes qui arrachent le pain de la bouche de leurs enfants ? vous rigolez ? Parlez pour vous, possédants, mais pas pour tous ceux qui, même s'ils portent la tache originelle de s'être révoltés en 68, même s'ils sont nés pendant les fameuses «trente glorieuses», ont pris dans la gueule, à l'âge de travailler, le premier «choc pétrolier», et toute la suite... Et, en plus, cette géniale «croissance», elle était obtenue par la folie du soi-disant progrès, la productivité à tout prix, l'agriculture à fond la caisse, les pesticides, l'agro-alimentaire sans précaution, l'amiante, et j'en passe un paquet.

Bon, comme tout le monde, on a no- rigoler. Lors de ces fameuses manif, outre l'affi «Pif gadget» : le «pov'con à pendre», que vous son mode d'emploi ... faites-en bon usage !

**G**rand concours de pov'cons les meilleurs gagnent ! Les gagnants auront Basta, ainsi que dans le blog, et gagnent



Bien sûr, il serait de très photo, avec une situat Il faut pas nous prendr D'ailleurs pour départager les ex-aequo, répondez à la devinette suivante : laquelle de ces deux images est une photo ? laquelle est un montage ?

# la farce politique

## Ne soyons plus les dindons...

**Des millions de tracts, des milliers d'affiches, d'articles, de pétitions, des centaines de réunions, des kilomètres et des heures de manifestations, une dénonciation et une mise en garde systématique durant des années... Pour en arriver à... une situation où l'extrême droite, non seulement n'a pas reculé, mais joue aujourd'hui les arbitres et les épouvantails dans la comédie politique orchestrée par le système.**

Si nous n'avons rien à regretter quant à nos dires et actions, on doit s'interroger sur l'efficacité des stratégies politiques – officielles et traditionnelles - mises en place, «en principe» pour «faire barrage à l'extrême-droite». Des rodomontades ridicules d'un Bernard TAPIE, ministre de la Ville de «Gauche» – qui devait envoyer au tapis le FN – au jeu plus qu'ambigu des partis de Droite, comme de Gauche, qui ont usé jusqu'à la corde toutes les manipulations possibles sur l'échiquier politique, on ne doit pas s'étonner de la vitalité de la plante vénéreuse qui fleurit sur le fumier d'une démocratie en décomposition. Car c'est bien plus un symptôme de décomposition qu'un vent de renouveau qu'annonce cette percée du néo-fascisme.

La faillite généralisée de la classe politique, la destruction du «lien social», aussi insatisfaisant puisse-t-il être dans le capitalisme, comme nous l'a montré l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle, ouvre la voie à toutes les aventures... les pires.

Ce constat apparemment simple et évident, rares sont celles et ceux qui le font ou du moins qui l'expriment et se donnent les moyens d'y faire face.

Au lieu de reposer à plat les problèmes qui se posent et de repenser une stratégie politique en vue d'un changement pour éviter d'aller dans le mur... toutes les organisations et partis politiques, de l'extrême-droite à l'extrême gauche, font comme si de rien n'était et recommencent leur peu ragoûtante cuisine en vue des prochaines élections, se disputent les places, les influences, magouillent pour les candidatures, ressortent les mêmes analyses et les mêmes «projets»...

Après un ostracisme rigoureux qui faisait que l'on ne dialoguait pas avec l'extrême droite – surtout dans les médias – voilà qu'on en est arrivé aujourd'hui à une tolérance à son égard qui lui ouvre grandes les portes à la notoriété et au «dialogue démocratique»... Les goûts, ou les intérêts, ont changé.

Le phénomène de la montée de l'extrême-droite n'est pourtant pas que français. C'est à l'échelle de l'Europe que monte le danger, sous des formes différentes suivant les pays, et même dans ces pays qu'à une certaine époque on nous présentait comme des modèles de réussite sociale : Pays-Bas, Suède, Finlande, Danemark.

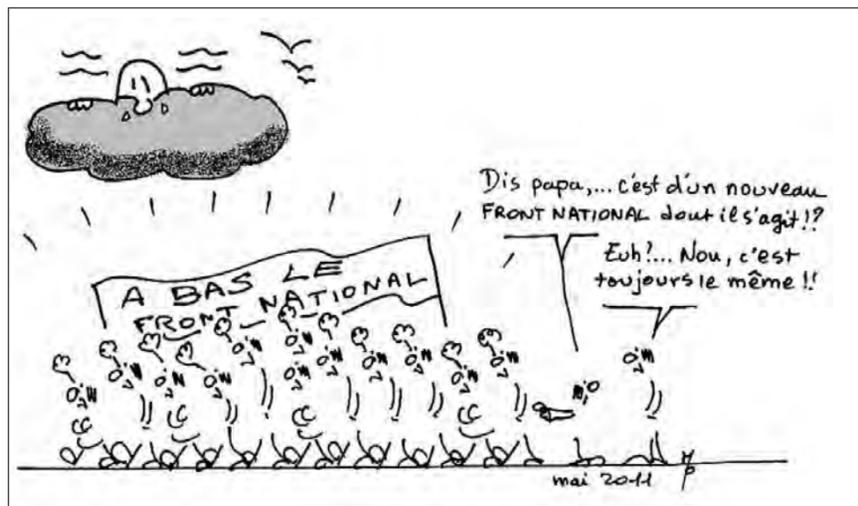
### Un mal structurel

La mondialisation du capitalisme, et plus particulièrement sa dimension financière qui est en train de finir de détruire tout ce que les luttes sociales avaient apporté, creuse plus profond le fossé entre riches et pauvres, entre Nord et Sud... va même jusqu'à acculer au désespoir des classes sociales qui avaient tirés les marrons du feu des «Trente Glorieuses».

L'intégration de tout mouvement social dans des syndicats et organisations politiques largement obsolètes, maintient la pensée, et donc l'action, dans une indigence affligeante. Depuis dix ans, dans les anciens pays industriels développés, quasiment plus aucune avancée sociale... au contraire, c'est l'ensemble des acquis sociaux qui commence à être largement entamé par le Capital (retraites, protection sociale, service public, pouvoir d'achat...) Or, aucune riposte sérieuse n'est envisagée. Le mythe de l'élection rédemptrice est largement diffusé, exploité, distillé. Dans le champ du possible institutionnel – c'est-à-dire dans l'espace occupé par les paris politiques – aucun changement n'est à envisager.

La frustration, issue d'une telle situation, peut alors se donner libre cours. Les esprits – pas tous, mais un nombre conséquent – sont ouverts à la démagogie qui trouve des raccourcis commodes pour expliquer à la fois les difficultés quotidiennes et trouver des responsables.

Ce mécanisme, on l'a vu à l'œuvre au XX<sup>e</sup> siècle après la crise des années trente. Il présente une double facilité :



– pour les frustrés à la conscience superficielle, il désigne rapidement le coupable – hier le Juif, aujourd'hui, l'immigré, l'étranger, le «sans-papiers», l'Arabe en général, le Musulman, le Rom...

– pour le Capital, il permet de faire l'économie d'un bouleversement économique... L'extrême-droite est soutenue par une partie des politiciens du Capital et, de toute manière, situe son programme dans la même continuité que lui, malgré des contorsions théoriques à géométrie variable.

### Une manipulation savamment orchestrée

L'avantage, pour le système, de l'extrême-droite, c'est son potentiel de dissuasion. En effet elle peut jouer un rôle «modérateur» pour stabiliser le système politique en place.

Droite et Gauche s'amuse à se faire peur... surtout à nous faire peur en agitant le «spectre». Autrement dit : «*si vous ne votez pas (pour nous, sous-entendu) vous faites le jeu de l'extrémisme*».

Le piège est au point, bien huilé, et fonctionne parfaitement depuis des lustres. L'exemple de la présidentielle de 2002 est édifiant. C'est le quasi plébiscite en cas de confrontation à l'extrême-droite. C'est un verrou de sécurité pour le système. C'est pour lui gagnant-gagnant, un vrai jackpot. L'électeur est piégé à tous les coups.

Les médias jouent d'ailleurs parfaitement le jeu en rajoutant dans les invitations «pipeuses», petites phrases, reportages de complaisance, entretien du suspense..., en reproduisant des déclarations plus ou moins – plutôt plus que moins – nauséabondes et en faisant des événements politico-médiatiques.

Bref, dans le goulot étroit de la «démocratie» parlementaire, cerné par une démagogie officielle, saupoudrée d'un sectarisme pseudo-révolutionnaire frisant le ridicule... abondamment brassé dans une soupe médiatique ayant acquis statut de vérité – «*Si on l'a dit à la télé c'est que c'est vrai !*», le bon peuple est mis en demeure d'accomplir son devoir citoyen (sic).

Ainsi soit-il !

Ce petit jeu ridicule est cependant, peut-être, en passe, à terme, de cesser. Les taux d'abstention alarment les politiciens qui comptent sur la participation pour fonder leur légitimité et le joker électoral FN leur ouvre une dernière porte de sortie pour sauver les meubles et maintenir le citoyen dans le piège électoral.

Fermons cette porte. Dénouons l'ultime avatar inventé par le système pour canaliser la révolte qui monte contre lui : l'extrême-droite qui n'est que l'expression exacerbée de ce que le capitalisme peut produire de sectarisme, d'inégalité et d'abjection.

Quelque soit celle ou celui qui sera élu/e, il n'y a rien à attendre de 2012, ni des uns, ni des autres... Ce que nous aurons, c'est nous qui le construirons, et ce dès aujourd'hui, demain et après-demain. Faire confiance aux donneurs de leçons et aux distributeurs de promesses, c'est abdiquer de notre liberté d'assurer notre avenir ■



nce ?

Alors, maintenant, ces retraités du «papy-boum» qui, soi-disant, pullulent, ils tombent comme des mouches, et ils ne deviendront certainement pas, pour la plupart, nonantennaires, comme on essaie de nous le faire croire !

Bon, je m'échauffe, mais le plus grave, ça reste la xénophobie que l'on exacerbe, les immigrés que l'on traite comme des chiens, et les gitans comme du bétail.

Le plus grave, ce n'est pas Guignol qui fait le beau, que ce soit en bling-bling, ou en sainte-nitouche déguisée en président cul-béni, le plus grave c'est la progression rampante, via les medias, de cette xénophobie, de cet égoïsme général, de cette honteuse soumission ou de cet irrépressible découragement qui bouffe toutes nos forces.

Surtout, ne pas se laisser avaler, surtout essayer de combattre ce système scandaleux, partout, à tous les échelons, comme on peut. Trouver des forces en agissant contre les horreurs, les rejets, les propos et les actes scélérats. Et puis être heureux de ce que l'on construit, de ce que l'on peut faire hors normes, sans permission, avec les autres : Vivre, quoi !

Sarko, c'est l'arbre qui cache la forêt des ignominies. S'obnubiler, et se moquer de lui, dans les salons, c'est plaisant, mais ça ne suffit pas, non, vraiment, ça ne suffira pas à bouger les choses. La critique «anti-sarkozy» comme alibi, ce serait trop facile.

C'est tous les jours que l'on a affaire à des scandales, au boulot, à la banque, dans la rue ou au supermarché, à l'école ou à l'hosto. Et essayer d'intervenir, sur le terrain, face à des mules ancrées sur leurs préjugés, ça, c'est un peu plus difficile.

Pourtant, on peut essayer. Et ne rien lâcher.

Une «retraitee»...

nos contradictions... et on aime aussi l'affiche, nous avons confectionné une sorte de vous trouverez en cadeau dans ce numéro, avec !

**mieux et les plus originalement suspendu de votre pov'con suspendu, et que les ont leur photo publiée dans le prochain seront un livre «Affiche contre» !**

le très mauvais goût de tricher : envoyez une vraie situation réelle, et pas un montage informatique. rendre pour des andouilles, quand même !

Mais c'est encore ces emmerdeurs de l'AAEL qui me font passer pour un con !



## modernité ?

### Une bibliothèque dans la poche et rien dans la tête...

Le discours à la mode se pare des vertus de la démocratie lorsqu'il défend l'accès aux savoirs via internet. Ce populisme part du postulat totalement faux que les connaissances étaient auparavant inaccessibles. Les bibliothèques, les librairies, les maisons de la presse prouvent le contraire. Il y a, dans ces lieux, largement de quoi satisfaire la curiosité et la soif de connaissances de chacun, sans compter le rôle de l'école et des structures que le mouvement ouvrier avait construites dans le cadre de l'éducation populaire.

La question de l'acquisition de connaissances ne recoupe pas celle de ses conditions d'accès. Se cultiver implique une démarche, parfois ardue, voire désagréable... C'est un cheminement qui nécessite des repères et des références. Comprendre une œuvre, l'aimer, la critiquer, relève aussi d'une appréciation sociale. La compréhension ne naît pas d'une accumulation, mais d'une réflexion qui s'inscrit dans la durée et dans une progression, un engagement.

L'idéologie de l'accès prône l'ouverture à tout prix et condamne le risque de la perte. Elle vante la constitution de savoirs faits de bric et de broc, alors que la pensée a besoin de cohérence et de temps. Connaître le monde implique de vivre des expériences, de se nourrir de références et de les partager.

Le savoir passe par des relations, des structures collectives, un ancrage et des conditions sociales qui lui donnent du sens : le contraire d'un individu seul, relié aux autres par des prothèses informatiques, maîtrisant ses choix culturels et disposant d'une masse d'informations infinie, impossibles et d'ailleurs inutiles à mémoriser car disponibles partout et en permanence.

A l'extrême, l'individu, seul face au monde, ou plutôt face à son écran, risque de se retrouver coupé de tout ancrage social réel, connecté en permanence et accro au changement (interprété à l'évidence comme un progrès) perpétuel, – désir que les mutations technologiques incessantes comblent provisoirement –.

Dans ce contexte d'offensive technolibérale sans précédent, il devient difficile de comprendre que cette promotion des technologies tout azimut – telle que la totalité de la classe politique s'y emploie, encore persuadée d'une possible libération par les machines – profite au libéralisme mondial.

Le livre papier, dans sa linéarité et sa finitude, dans sa matérialité et sa présence, constitue un espace silencieux qui met en échec le culte de la vitesse et la perte du sens critique. Il est un point d'ancrage, un objet nécessaire à une pensée cohérente et construite, hors du réseau et des flux incessants d'informations et de sollicitations : il demeure l'un des derniers lieux de résistance.

à suivre...

#### Solutions des mots croisés :

HORIZONTALLEMENT : 1 : ÉMIGRATION ; 2 : XML ; GUE, MU ; 3 : PS ; SAC ; 4 : ADEL ; RL ; 5 : LSP ; ROM ; 6 : SONO, GI ; AA ; 7 : NON ; NI ; 8 : ONU ; HANGAR ; 9 : NAIN ; TARE, VERTICALEMENT : 1 : EXPULSION ; 2 : MMS ; IO ; NA ; III : IL ; SN ; UI ; IV : PAPON ; V : RG ; OH ; VI : AUVERGNAT ; VII : TE ; LOI ; NI ; VIII : GA ; IX : OMAR ; ANAR ; X : NUCLEAIRE

## la liberté ne se de

### Des prisons et des villes...

Depuis le Bicentenaire de la révolution, et le claquement de porte de Chevènement lors de la guerre du golfe, on nous a rebattu les oreilles avec la citoyenneté.

À Toulouse, en 95 je crois, ont eu lieu les «Assises de la Citoyenneté», qui définissaient celle-ci comme garantie par la création, la gestion et l'initiative de chacun des habitants de la ville. Des membres éminents de l'actuelle majorité municipale y siégeaient alors, et animaient les débats. Après le cours d'histoire, le mouvement des citoyens, les discours des élu(e)s, et en général les péroraisons mondaines de «tous ceux qui savent ce qui est bien pour les autres», j'ai cru comprendre qu'une ville appartient à ses habitants : ils doivent pouvoir y vivre, s'y exprimer, la faire vivre et évoluer avec eux. C'est ce qu'on appelle culture, politique, citoyenneté... une ville ne peut pas appartenir à Decaux, la Semvat et les sociétés immobilières, sinon cela s'appelle une fourmilière.

Le nouveau rôle des «citoyens», c'est de débarrasser la cité de ses pires scories, c'est-à-dire la spéculation immobilière qui laisse des gens à la rue, et les espaces publicitaires qui censurent les expressions culturelles et politiques des individu(e)s qui la constituent, qui «l'habitent».

Ainsi, le nouveau citoyen doit ressembler à un squatteur ou un taggeur !

Pour pouvoir vivre dans une ville, il faut pouvoir y apporter sa pierre, quelle qu'elle soit.

Pour se défendre, face à la société HLM «les Chalets», les quelques copains qu'on était, avec le soutien de l'imprimerie 34, voisine du hangar, nous avons décidé de fonder l'association «Vivre à la Cépière»... Un nom peut-être un peu ridicule, mais qui nous permettait d'être clairs sur notre ambition d'ouvrir un espace de création, d'échange et de fête qui profiterait à notre milieu, libertaire, mais aussi au quartier de la Cépière et à la ville de Toulouse, il nous permettait surtout «d'avoir l'air» gentils.

Dès lors, et jusqu'au procès d'appel qui donne raison à la société HLM et ordonne notre expulsion, nous avons essayé de prouver que notre démarche était parfaitement légale ; et ensuite, après les rendus du jugement, de démontrer que si notre action n'était pas strictement légale, elle était légitime et plus que nécessaire.

La société propriétaire – qui voulait récupérer son bien – attaquait, quant à elle, en nous faisant passer pour une bande de voyous drogués et cradingues que l'on nomme squatters, et ça a marché... Après notre condamnation, notre avocate nous a fait la remarque que les juges et les préfets ne mettent jamais les pieds dans les squats, et ne voient donc jamais de quoi il s'agit réellement. Ils n'ont probablement jamais eu faim non plus, et se foutent complètement que toutes les villes françaises deviennent des musées, des hôpitaux ou des prisons. Au seul terme de «squat», ils se mettent à baliser, ils en ont probablement une vision décadente, pire qu'une fin de soirée électorale au Fouquet's !

Et avec cette saloperie de lois LOPPSI, c'est encore pire : à grand renfort de couturier teuton pour faire la pub, comme pour les gilets jaunes, ils vont probablement capitonner tous les murs et nous imposer des camisoles de force : «c'est blanc, c'est moche et ça peut vous empêcher de vivre...»

Il faut tout foutre en l'air, vraiment !...

En attendant ce grand soir, une même démarche simple d'amélioration de la vie quotidienne (la sienne et celle des autres) peut être qualifiée de différentes façons : citoyenne, rebelle, illégale, puérile, autonome, anarcho-autonome, caritative...

Ce qui comptait pour moi, en particulier au hangar, c'était de ne pas passer pour un squatteur vis-à-vis des magistrats, parce que les magistrats expulsent les squatters !

Du coup on se l'est joué citoyens du monde,

cueul la praline, associatifs bon teint, qui votent gentiment comme ils vont à la messe... Mais du coup, on est passé pour des couillons vis-à-vis des guerilleros-ras ! et parfois les guerilleros-ras jugent et condamnent aussi féroceusement qu'un tribunal de la République, mais heureusement pour nous, dans la période actuelle, ils n'ont pas les moyens de faire appliquer les peines !

Qu'est-ce qui est important ? Ce que l'on construit, ou ce dont «on a l'air», avec un pied de biche... ?

A la fin de l'été 2006, les Chalets avaient envoyé des démolisseurs, leur chef avait un immense pied de biche, et nous, les squatteurs, nous avons, paradoxalement, appelé un huissier de justice : «Les chalets» ont été condamnés pour expulsion illégale ; on a eu beaucoup de chance ce jour-là, et globalement, sur toute l'affaire, on a eu de la chance et une bonne avocate.

L'un ne suffit pas sans l'autre...

Et quelle que soit l'attitude ou la stratégie de défense que l'on adopte, personne n'ouvre un squat pour faire chier les autres, tous les lieux «illégaux» que, personnellement, j'ai connus en Europe et en Afrique, naissent d'une sincère envie/besoin d'altruisme, de fraternité, de solidarité et... d'actions concrètes pour changer la vie dans ce monde plus que merdique !

Squatter, en gros, occuper un lieu vide et inutilisé dans une ville, participe à l'enrichissement des échanges sociaux, culturels, politiques de la cité, fait naître des démarches solidaires... Bref un squatteur est un citoyen, mais citoyenneté, solidarité, équité ont été complètement vidées de leurs sens par les politiciens, la publicité et «ceux qui en général savent ce qui est bon pour les autres», nous ne savons pas comment nommer une démarche collective indépendante des pouvoirs politiques et financiers qui profite à la collectivité... anarcho-autonome, terroriste ? Peut-être, puisque les mots n'ont plus aucun sens ! Malheureusement et depuis longtemps, maintenant il n'y a plus beaucoup d'actions citoyennes qui ne soient illégales, et, selon le point de vue, elles peuvent être taxées d'œuvres caritatives ou d'agitation violente !

A tel point que lorsque le gars de l'urbanisme nous a demandé l'intitulé pour instruire la demande de permis de construire, nous avons répondu : «nous allons bâtir un squat !» N.

# mande pas...

## À Toulouse, la construction d'une salle associative autogérée : un beau projet ? ... aujourd'hui une réalité !

Partout, des gens s'associent pour créer des lieux, mener des expériences collectives où il fait bon respirer un autre air que la soumission et l'indifférence dominantes. Le fric n'est pas leur moteur, pas plus que l'organisation des masses : ils veulent reprendre leurs vies en main, se regrouper par affinités, se donner les moyens d'agir d'une manière autonome, sans attendre indéfiniment les lendemains qui (dé)chantent. Ces initiatives ne reposent pas sur l'angélisme. Il faut une bonne dose de sens critique, d'indépendance et de ténacité pour ne pas laisser tomber dès la première difficulté, la première opposition, le premier conflit...

On en vient à rêver que si beaucoup d'autres le faisaient et le faisaient savoir, les maîtres du monde auraient vraiment du souci à se faire. Les peuples qui s'auto-organisent sans tenir compte de leurs directives et en méprisant leurs schémas, quel bouleversement !

On trouve donc intéressant que Basta se fasse l'écho de ces aventures hors des sentiers battus, non pas comme des modèles à suivre mais pour susciter les envies un peu partout.

... à Toulouse, dans le quartier de la Cépière...



... un hangar abandonné et en ruines devint un lieu de rencontres, de fêtes, de discussions ..... grâce à la volonté, au travail collectif des membres de l'association, et avec l'aide des voisins.



Un jour il fut malheureusement démolì, mais le travail accompli ne l'est pas.



Les liens créés, l'expérience acquise permettront de poursuivre ce projet dans de nouvelles conditions. Sur l'emplacement de la friche, deux logements sociaux ont été construits par la S. A. HLM Les Chalets...



... et, avec le soutien de tous, bénévoles, partenaires, collectivités concernées,



les associations construisent un bâtiment neuf, adapté aux besoins de tous...

L'histoire du hangar de la Cépière à Toulouse, racontée par l'article précédent, fait partie de ces expériences singulières.

Son implantation n'est pas le résultat d'une décision d'en haut mais d'un besoin réel du quartier : aucun centre culturel, aucun lieu de réunion, aucune MJC dans les parages.

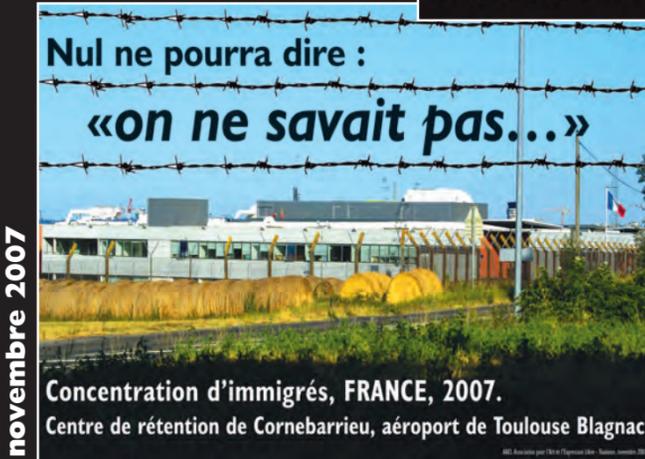
Elle est le fruit d'une lutte qui a obligé les propriétaires du terrain à céder. Sa construction n'a pas été confiée à une entreprise du bâtiment, mais entièrement réalisée bénévolement par l'association «Vivre à la Cépière» et ses amis, avec des financements privés et publics pour l'achat des matériaux. La gestion des travaux a été collective, chacun apportant sa pierre à l'édifice dans ses temps libres.

Tout n'a pas été rose, il a fallu beaucoup d'huile de coude, beaucoup de prises de tête pour boucler les budgets, faire les plannings, travailler ensemble.

Mais le résultat est là : un espace de cultures populaires autogéré qui peut accueillir des activités et des ateliers dans la journée, des spectacles, des réunions et du ciné les soirs et les week-ends, dès l'achèvement des travaux en octobre prochain.

Et pour ceux qui l'ont construite : un lieu autonome pour poursuivre l'aventure sous une autre forme.

<http://lehangar.eklablog.com>



novembre 2007

octobre 2009

Quelques affiches éditées ces dernières années...



mars 2009



juillet 2008



octobre 2010

...reproduites dans le livre «Affiches CONTRE...», édité en octobre 2010 (dernière page)

LES AFFICHES - LE DITON

# Quelques livres édités par l'AAEL...

Pour mieux connaître l'AAEL et son histoire :

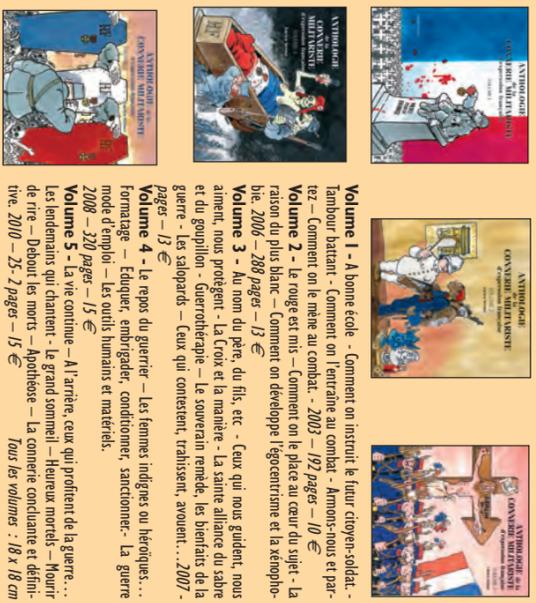
Ouvrage collectif, format 20x28 cm, 296 pages, plus de 200 affiches reproduites et racontées... 30 euros.

C'est l'histoire, en images, d'un engagement et d'une pratique... L'édition libre d'affiches «contre», l'expression d'une critique sociale, de l'indignation et de la révolte contre les injustices, l'exploitation, l'exclusion...

Le soutien aux luttes, à l'autonomie et au refus de tous les autoritarismes...

Mais encore...

Lucien Seroux - couvertures de Tardi  
**ANTHOLOGIE de la CONNERIE MILITARISTE d'expression française** - bébises - bobards - bourrage de crâne - désinformation - pousser-au-crime - va-t-en-guerre - et monstruosités diverses...



**Volume 1** - A bonne école - Comment on instruit le futur citoyen-soldat - Tambour batant - Comment on l'entraîne au combat - Amours-nous et parlez - Comment on le mène au combat - 2003 - 192 pages - 10 €

**Volume 2** - Le rouge est mis - Comment on le place au cœur du sujet - La raison du plus blanc - Comment on développe l'égoïsme et la xenophobie - 2006 - 288 pages - 13 €

**Volume 3** - Au nom du père, du fils, etc - Ceux qui nous guident, nous aiment, nous protègent - La croix et la mainière - La sainte alliance du sabbat et du goujonn - Guet-apens - Le souverain remède - Les bienfaits de la guerre - Les salopards - Ceux qui contestent, trahissent, avouent... 2007 - pages - 13 €

**Volume 4** - Le repos du guerrier - Les femmes indignes ou héroïques... Forçage - Éduquer, embriquer, conditionner, sanctionner - La guerre mode d'emploi - Les outils humains et matériels - 2008 - 320 pages - 15 €

**Volume 5** - La vie continue - À l'arrière, ceux qui profitent de la guerre... Les lendemains qui chantent - Le grand sommeil - Heures mortelles - Mourir de rire - Débuter les morts - Apothéose - La comète concléante et déclinive - 2010 - 25-2 pages - 15 €



Gré-dition avec l'Association d'Irène c'est mieux  
**Dans ma cellule j'ai fait le tour de Soleil** - la littérature en terre in-humaine  
 2009 - 240 pages - 24 euros



Sara Amorin,  
**Sara ou le combat d'une mère** - Argentine-Ungary - 1976-2002 - Quand la dictature volait les enfants...  
 192 pages - 13 euros



**Collection Patrick Mignard**

**Manuel d'économie à l'usage de celles et ceux qui n'y comprennent rien** - 2009 - 152/21 cm - 128 pages - 7 euros

**Pour en finir avec la marchandise** - 2001 - 152/21 cm - 116 pages - 10 euros

**Illusion démocratique** - 2003 - 152/21 cm - 112 pages - 7 euros

**Critique du socialisme** - Rédaction sur une faille historique - 2007 - 152/21 cm - 112 pages - 8 euros



L'Anti-Sisyphé  
 Critique du socialisme  
 Rédaction sur une faille historique  
 2007 - 152/21 cm - 112 pages - 8 euros

Les livres sont à commander à l'AAEL : BP 32334, 31023 Toulouse cedex 1 • aael-toulouse@str.fr • aael-toulouse.eklablog.com

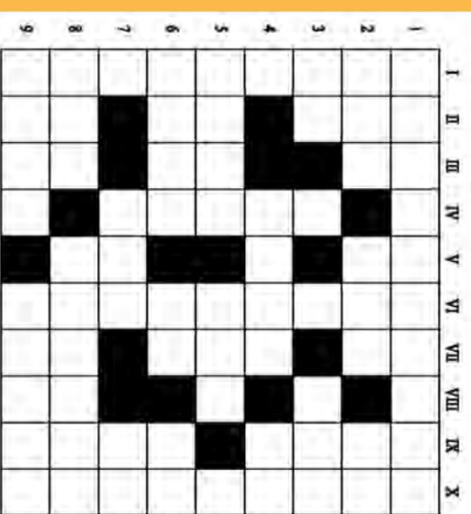
## Et pour patienter, en attendant le prochain Basta !

Horizontalement :

- 1 : L'espoir est ailleurs ;
- 2 : Maïeiste grand format / à pied sec / lettre grecque
- 3 : Social traître / Tierie d'Auriol
- 4° Nous / Responsabilité limitée
- 5 : intelligence artificielle / mal venu
- 6 : nécessaire à manif / US Army / Rivière du Nord
- 7 : Basta / pour les Dieux comme pour les maîtres
- 8 : Machin gaulliste / chez nous
- 9 : moquerie interdite / coiffe pontificale

Verticalement :

- I : RAUS !
- II : PTT des jeunes / proche de Jupiter / c'est bien fait !
- III : pas elle / étran / termine aujourd'hui
- IV : préfet
- V : Fic / exclamation
- VI : Un, ça va !
- VII : instrument du dessinateur industriel / souvent violée / c'est Nickel !
- VIII à moitié givré
- IX : m à tuer / et pourtant ils sont mille
- X : sans danger



Imprimerie 34, Toulouse - sur papier recyclé, durable, équitable, solidaire, biodégradable, etc. etc.

n°42  
 juin 2011  
 2 € (ou plus, si affinités)

# LE NUCCLEAIRE

# C'EST LA GERBER !